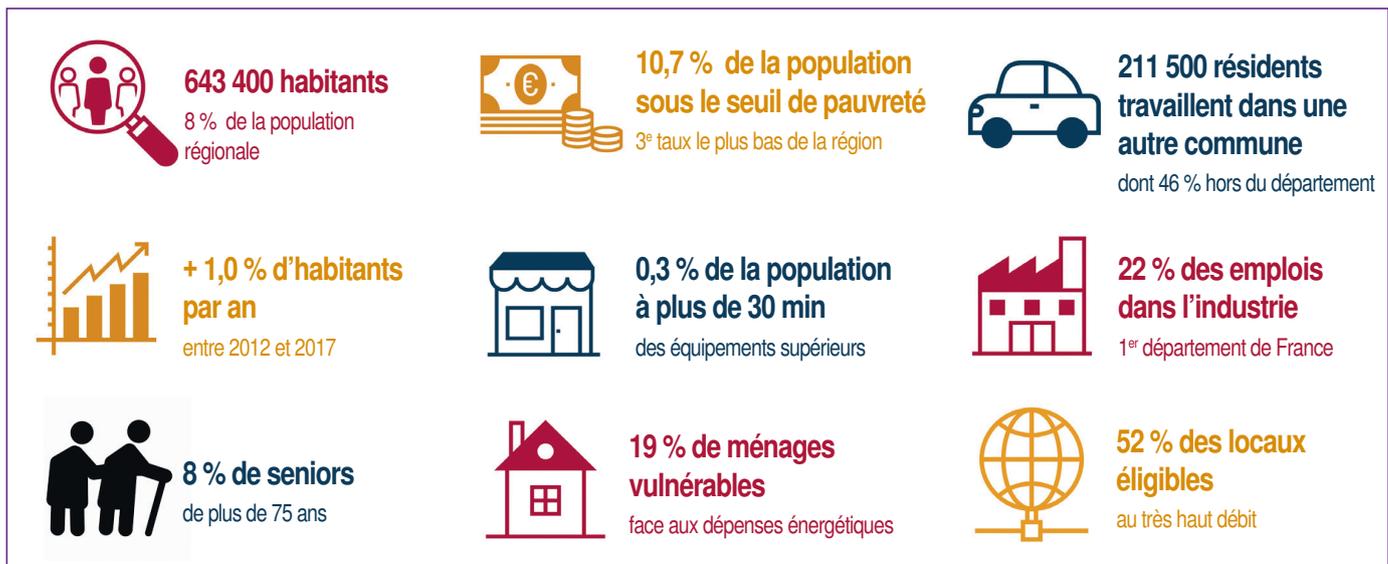


Département de l'Ain

Une forte croissance portée par les influences de Lyon et Genève

Chiffres-clés



Sources : Insee, Recensements de la population 2012 et 2017, Filosofi 2016, Estel 2016, BPE 2017, distancier Métrici ; France Très haut débit T2 2017

Une population en forte croissance

Le département de l'Ain connaît une croissance démographique soutenue, avec une hausse de 1,0 % par an en moyenne entre 2012 et 2017, contre +0,6 % au niveau régional et +0,4 % au niveau national. C'est la sixième hausse la plus importante parmi les départements de France métropolitaine et la deuxième de la région après la Haute-Savoie.

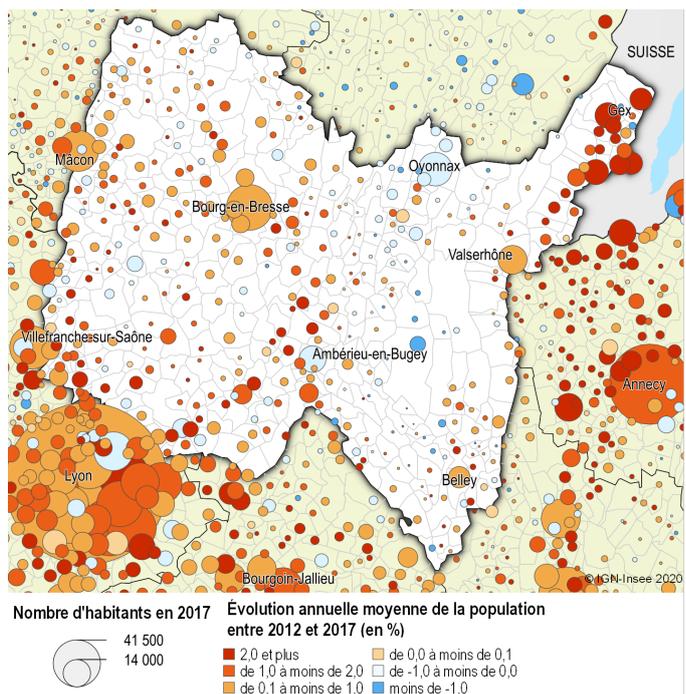
Ce dynamisme démographique, qui perdure depuis plusieurs décennies, s'explique surtout par la forte attractivité des deux grandes agglomérations extérieures au département (Genève au nord-est et Lyon au sud-ouest) et leur desserrement urbain (figure 1). La plupart des villes sous l'influence de Genève (Saint-Genis-Pouilly, Gex, Ferney-Voltaire et Divonne-les-Bains) enregistrent des taux de croissance très élevés (de +2,0 % à +5,9 % par an), plus de deux fois supérieurs à l'évolution départementale. La croissance des grandes aires urbaines de Bourg-en-Bresse et de Mâcon (pour sa partie aindinoise) enrichit aussi la dynamique du département.

L'Ain devrait gagner 200 000 personnes d'ici 2050 selon les projections, notamment en raison des migrations. Ainsi, les politiques d'aménagement du territoire, surtout dans la zone proche du Genevois (Pays de Gex), sont des enjeux cruciaux pour le département : maintenir la dynamique de construction de logements dans un contexte de hausse des prix du foncier, renforcer l'accès aux soins, préserver les ressources et les espaces naturels...

En particulier, le nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus serait multiplié par 2,5 d'ici à 2050, contre une multiplication par 2,1 dans la région (pour 123 000 seniors estimés dans l'Ain en 2050). C'est le

1 Une croissance démographique tirée par l'étalement urbain de Genève et Lyon

Évolution de la population des communes entre 2012 et 2017 (en %)



Source : Insee, Recensements de la population 2012 et 2017

deuxième département de la région où l'augmentation du nombre de seniors et de seniors dépendants serait la plus forte (après la Haute-Savoie) entre 2015 et 2050. Cela impliquerait donc une nécessaire prise en charge adaptée de cette population à moyen terme : offre de places suffisante en Ehpad, aides à domicile, maintien des services de proximité...

Des zones en perte d'attractivité

L'Ain est un département fortement périurbain qui profite de l'étalement de plus en plus large des métropoles de Lyon et Genève. Plus de la moitié de sa population vit dans un espace périurbain. En lien avec la croissance démographique, le phénomène de périurbanisation s'accroît plus vivement dans l'Ain que dans la région ou en France métropolitaine. Entre 1999 et 2016, la part de la population habitant dans une couronne périurbaine de grand pôle urbain a augmenté de 3 points (+ 2,3 points en Auvergne-Rhône-Alpes et + 1,8 point en France métropolitaine). La croissance démographique de l'Ain est aujourd'hui aussi rapide dans les grands pôles urbains que dans les territoires périurbains. Celle des communes isolées hors influence des pôles ralentit nettement sur la période récente, mais reste à un niveau relativement élevé.

Pour autant, certains territoires de l'Ain sont plus fragiles ; c'est le cas d'Oyonnax par exemple, qui, malgré les pertes d'emplois dans l'industrie lors de la crise économique de 2008, regagne un peu de population depuis 2011. Certaines communes plus petites du centre du département, comme Nantua et Hauteville-Lompnes, continuent en revanche de perdre des habitants. Les communes de Bourg-en-Bresse, Ambérieu-en-Bugey et Oyonnax devraient bénéficier du programme national « Action Cœur de ville » lancé par l'État en 2018, avec pour objectif de redynamiser les centres-villes et favoriser le développement de pôles d'attractivité en dehors des métropoles.

Le réseau de transports face aux nombreux déplacements domicile-travail

La polarisation exercée principalement par Lyon et Genève à l'extérieur du département induit également plus de navettes sortantes qu'entrantes (figure 2). La part des actifs travaillant en dehors du département est particulièrement élevée (35 %). En particulier, 30 000 personnes vont travailler chaque jour en Suisse. Beaucoup utilisent la voiture (85 % contre 76 % en moyenne dans la région). Seuls 7 % empruntent les transports en commun. Les émissions de CO₂ sont ainsi plus importantes dans l'Ain qu'en moyenne (800 kg de CO₂ émis par personne et par an contre 650 kg environ dans la région et en France métropolitaine). Les problématiques liées au désengorgement des axes routiers à proximité de la frontière et au développement du réseau de transports existants sont donc importantes pour ce territoire. L'aboutissement fin 2019 du projet d'infrastructure « Léman Express » va dans ce sens.

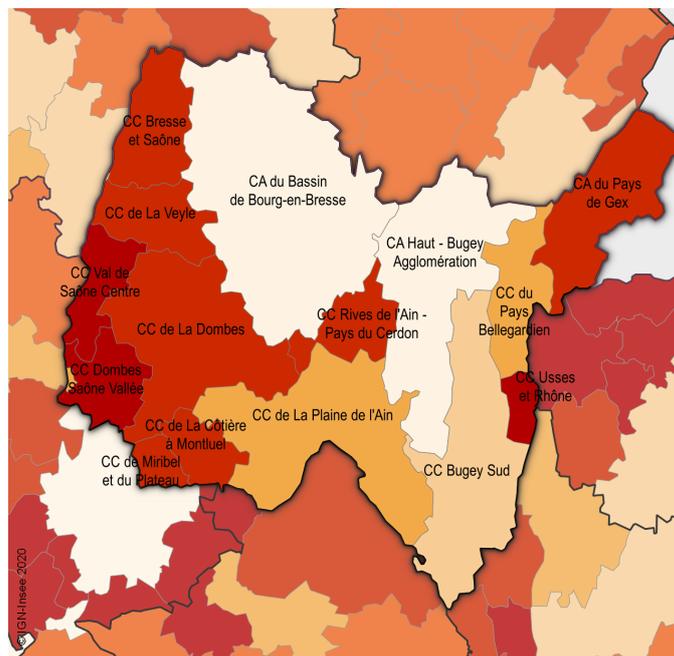
Une industrie compétitive

La « Plastics Vallée », située autour d'Oyonnax, demeure la principale spécificité industrielle de l'Ain. Il s'agit du deuxième bassin d'activité économique du département avec un savoir-faire unique pour le travail des matières plastiques. C'est aussi le premier pôle de plasturgie en Europe, avec un tissu de PME innovantes dans ce secteur (600 entreprises dont certaines de renommée internationale, 10 000 emplois). Ce bassin comprend notamment deux pôles de compétitivité importants : Plastipolis (plasturgie et composites, pôle spécialisé dans les projets de R&D) et Xylofutur (filière bois).

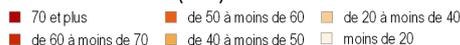
Si l'Ain est le premier département industriel de France en termes d'emplois (21 % de la population active employée dans l'industrie contre 12 % en moyenne en France métropolitaine), il a malgré

2 De nombreux « navetteurs » quittent leur EPCI pour aller travailler

Taux de sortie par établissement public de coopération intercommunale (EPCI) (en %)



Taux de sortie en 2016 (en %)



Note de lecture : dans la CA du Pays de Gex, le taux de sortie est de 64 %, c'est-à-dire que 64 % des habitants de la CA ayant un emploi travaillent en dehors de la CA.

Source : Insee, Recensement de la population 2016

tout dû faire face à des pertes d'emploi dans ce secteur, en raison, notamment, des effets négatifs de la crise de 2008. En conséquence, dans la zone d'emploi d'Oyonnax, un quart des jeunes de 16 à 29 ans sont inactifs (hors étudiants) ou au chômage en 2016. En même temps, les entreprises de la « Plastics Vallée » peinent à recruter localement malgré leur dynamisme économique. Un des enjeux majeurs pour le département réside donc dans le soutien apporté à ces activités industrielles et dans l'offre de formation proposée aux jeunes pour développer ce pôle de compétitivité et attirer à nouveau des habitants dans le Haut-Bugey, au-delà des frontières départementales. ■